

APPEL À NOUS RETROUVER EN ASSEMBLÉE, LE SAMEDI 19 FÉVRIER À 15 HEURES, PLACE DU CAPITOLE

Pour discuter et décider ensemble sur :

**L'ÉTAT FAIT CE QU'IL VEUT AVEC LA VIE
DES GENS. SOMMES-NOUS CAPABLES DE
PARLER, DE DIRE, D'AGIR SUR CE QUE L'ON
VEUT SOI-MÊME, POUR TOUS ?**

Lors de l'Assemblée du 8 janvier, nous étions nombreux à nous retrouver autour de ces quelques points :

- Une vie = une vie ! Les droits doivent être pour tous, chaque habitant compte et doit être respecté ;
- le pays c'est nous tous, ce n'est pas que la police et les puissants ;
- lois et mesures d'exception, de persécution, de déni de droits doivent cesser !

Pour faire exister ces points, la démarche suivante était proposée :

C'EST AUX GENS EUX-MÊMES À DIRE ET FAIRE CE QU'ILS PENSENT ET VEULENT POUR TOUS.

Pendant cette première assemblée sur la place du Capitole, deux types de propositions ont été développées.

LE PREMIER S'EST DONNÉE DANS LA NOTION DE « RÉSISTANCE ». Concrètement, il a été expliqué aux gens présents à l'assemblée que ce qui était important, ce qui pouvait permettre d'intervenir et d'agir au regard de la situation générale, c'était de *résister*, et de *préparer la révolution*. Il est vite apparu qu'il ne s'agissait là que d'incantations générales, qui en dernier ressort n'engagent en rien ceux qui les lancent, si ce n'est d'appeler **LES AUTRES** à « **faire la révolution, à résister, en dehors de toute prise sur le réel.** Les propositions issues de cette démarche n'ont fait que tourner autour de la charité et du bon comportement moral de chacun.

À partir de là, on ne peut que se retrouver impuissant : la *résistance* prônée se résume à organiser l'opposition à certaines mesures du gouvernement, en demandant et espérant qu'il soit moins dur. On sait très bien où cela conduit, même si certains de ceux qui le prônent n'en sont pas des militants directs : cela se conclut rapidement dans le ralliement à une force étatique quelconque, celle qui promet « d'être plus humaine » tout en continuant sur le fond la politique sécuritaire, de chasse aux plus pauvres, de persécution juridique et policière de certains, de déni de droits *etc.*

D'AUTRES ONT PROPOSÉ D'ANCER CE QUE L'ON A À DIRE DE LA SITUATION DANS LE RÉEL, DANS CE QUI EST, ET CELA À PARTIR DE CE QUE L'ON PENSE ET VEUT SOI-MÊME. Partant de là, notre « interlocuteur » n'est pas l'État (gouvernement, partis, syndicats...), **mais les gens eux-mêmes, c'est à dire ce que chacun pense, et ce que chacun est prêt à en faire, étant entendu que chaque personne travaille pour tous.** Le but n'est pas de demander ou « d'obliger » l'État à faire ceci ou cela, mais bien voir que ce sont les conséquences de ce travail, à partir de convictions et principes pour tous, qui font que la situation faite aux gens change.

Cela ne peut se faire que si l'État n'est plus notre référence : nous ne construisons ni opposition ni entrisme dans l'État, **mais une capacité à être autonome, à distance de l'État,** pour que des principes pour tous émergent et fassent réalité. Là-dessus, nous ne partons pas de rien : que ce soit pour les droits pour tous et la reconnaissance des ouvriers sans-papiers et de leurs familles, où que ce soit pour que les tensions policières contre les gens des quartiers populaires cessent, ou d'autres choses encore, des expériences existent (voir les différents textes et interventions sur le site).

C'est sur cette démarche que nous proposons, à ceux qui le décident, de poursuivre ce qui a été ouvert lors de la première assemblée. Pour le 19 février, nous proposons de nous retrouver autour de 3 pôles de discussion-décision :

- Autour de la loi CESEDA/BESSON et de la bataille à rouvrir pour la régularisation générale, sur la base du principe suivant : *qui a sa vie ici, doit être reconnu juridiquement, car chacun compte.* Cela est d'autant plus important qu'un nouveau durcissement de la loi est en cours de vote au Parlement, et qu'il faut reposer les choses après le ralliement de certains, avec ou sans-papiers, aux propositions du gouvernement et de la CGT autour de « l'immigration choisie ». Ce qui a donné le tri organisé par la CGT entre les ouvriers « qui avaient un bon contrat, un bon patron », et ceux qui étaient considérés « hors course », à expulser.
- La question de la police, comme instrument politique de l'État, et mode de fonctionnement dans la société : *lui opposer le réel de la vie des gens, leur capacité à s'entendre, le refus de la persécution.* La police devient inattaquable, et se permet de manifester et menacer juges et parlementaires si on ne la laisse pas faire « sa propre justice » !
- La question de la santé, avec la thématique de *l'inutile*, le malade vu comme une « charge » pour la société, et de « l'anormalité », liée à la question du sécuritaire, à travers la stigmatisation des malades mentaux et la mise en place de la loi de Rétention de Sécurité. Comment partir du besoin des gens, du droit de chacun à se soigner, pour intervenir dans les situations ?

Nous y réfléchissons en groupes autour de panneaux, et nous ferons un point collectif à la fin de l'assemblée.

∞ LE RASSEMBLEMENT DU PAYS POUR TOUS ∞

06-13-06-94-62 — ouvriersgensdici@free.fr — <http://ouvriersgensdici.free.fr>